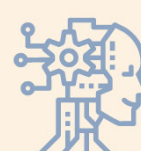
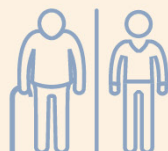
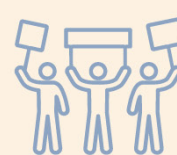
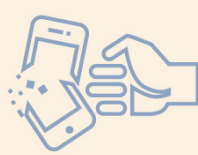
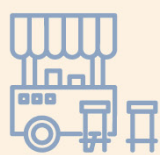


# LA FRANCE QUI VIENT

CAHIER DE TENDANCES  
2020



---


## SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE ?

En 1975 l'écrivain américain Edward Abbey publiait « The Monkey wrench gang » (Le gang de la clé à molette). Il y racontait le périple de quatre activistes écologiques, unis et déjantés. Trois hommes et une femme, un mormon polygame, un chirurgien poète, un vétéran de la guerre du Vietnam et Bonnie aussi belle qu'intrépide. Près d'un demi-siècle plus tard ce roman connaît un succès inédit auprès des jeunes générations comme celle d'XR (Extinction Rébellion) mouvement lancé en octobre 2018 devant le palais de Westminster à Londres et qui a depuis essaimé partout dans le monde. Quelques mois après, en février 2019, l'ingénieur agronome Maxime de Rostolan lançait en France La Bascule une association pour « accélérer la transition et propulser, catalyser et relier les initiatives » et qui se donne pour tâche de faire émerger « une force politique citoyenne partisane ». Cette initiative s'est depuis implanté dans toute la France. Les années 1970 étaient là encore en arrière-fond. Avant de créer La Bascule, Maxime de Rostolan a demandé conseil à José Boué figure des luttes du Larzac, à l'origine de la grande manifestation qui y avait en 2003 rassemblé 300 000 personnes pour lutter contre les OGM.

Avec le recul, les années 1970 apparaissent pourtant comme le temps des occasions manquées. Le rapport Meadows sur les limites de la croissance paru en 1972, le choc pétrolier, n'ont entraîné aucune remise en cause du modèle économique. Celui-ci englobe aujourd'hui avec les économies émergentes et la domination chinoise un nombre toujours plus élevé de pays. Dans le même temps, les analyses du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent que le maintien du réchauffement climatique sous les deux degrés en 2100 implique d'atteindre la neutralité des émissions de carbone dès 2050 à l'échelle du globe. 2019 a été la troisième année la plus chaude en France. La prise en compte de la Nature et l'évolution des valeurs et des modes d'action qu'elle nécessite concernent désormais le coeur du système et non plus ses seules marges. Les signaux faibles sont devenus forts, les dérèglements climatiques crèvent les yeux et prennent le visage de la catastrophe comme avec les feux australiens, renommés « The Monster ».

Que les dérèglements soient devenus visibles ne donne pas pour autant les clés de la transformation à mener pour vivre en meilleure harmonie avec la planète, et entre êtres humains. Les sombres perspectives décrites rapport après rapport s'il n'y a pas rupture avec les modes de vie des sociétés développées, alimentent la colère d'adolescents contre l'irresponsabilité des adultes dont Greta Thunberg est la figure de proue. Des phénomènes psychologiques nouveaux comme l'éco-anxiété le disputent aux théories transhumanistes. Le succès de la collapsologie incarné en France par Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle illustre combien les débats écologiques sont marqués de l'angoisse d'une nouvelle apocalypse. Mais il témoigne aussi d'une quête d'un retour à un âge d'or où les êtres humains étaient plus humains, de l'envie d'échapper à la virtualité des réseaux et à l'accélération financière, de quitter les mégapoles. « Atterrir » dirait Bruno Latour. Les débats sur l'écologie s'entrechoquent avec ceux sur l'avenir et sont marqués de profondes contradictions. Changer, ne pas changer? Se lancer à corps perdu dans l'innovation ou dissocier le progrès de la technique? Définir de nouvelles solidarités entre générations, et pays riches et pauvres, ou édifier des protections contre ceux qui sont déjà au coeur des désordres, les migrants?

---



---


Faire société écologique est à la fois urgent et difficile. Le projet de quelques-uns mené parfois dans l'insouciance, souvent avec le plaisir d'être minoritaire, peut-il devenir celui de tous? Remettre en cause la croissance, le productivisme, la culture de l'extraction des minerais et autres fossiles, donner à la nature une valeur centrale et relativiser celle de l'argent, trouver la bonne échelle pour agir alors que les dérèglements frappent déjà les Antilles et la côte atlantique, reconsidérer les hypothèses sur l'emploi, la fiscalité, les transports, le commerce, l'usage du temps et de l'espace. L'énoncé de ces éléments peut donner le vertige. Il illustre combien définir une société écologique en ce temps d'Anthropocène implique de penser d'un même mouvement les valeurs et leur mise en oeuvre. Pas seulement parce que le temps manque, mais parce qu'il s'agit de transformer le monde en très grande profondeur. Société post Cop21, société post croissance, ces expressions employées après la conférence de Paris en 2015 illustrent maladroitement la démarche à porter. Le « post » mais vers quoi?

L'écologie apparaît ainsi comme une question politique à part entière, qui ne saurait se limiter à la progression des partis verts aux élections. Elle concerne l'ensemble des acteurs sociaux et élargit le faire société au-delà des êtres humains, en les associant aux non humains (végétal et animal). C'est cette association qui nécessite la définition de nouvelles règles du jeu.

Cette définition ne se fera pas sans conflictualités. Loin d'être un nouvel Eden romanesque, la construction d'une société plus écologique implique des choix, elle fera des gagnants et des perdants et nécessite pour se construire de s'appuyer sur des principes de justice environnementale et sociale à l'ensemble des échelles. Comment sinon accepter de tels bouleversements? Le mouvement des gilets jaunes est venu rappeler les inégalités sociales face aux obligations du changement écologique (« Fin du monde, fin de mois »), mais aussi le décalage entre Paris et la France, et la divergence profonde des modes de vie dans les métropoles et ailleurs. L'échec des Conférences pour le climat menées depuis la COP 21 s'explique en grande partie par l'égoïsme des Etats développés incapables de décliner le principe de justice climatique autrement que par l'abonnement d'un fonds financier, le Fonds vert.

Aujourd'hui coexistent deux mondes différents et antagonistes. On constate une dynamique nouvelle des initiatives locales, l'éclosion de nouvelles préoccupations et de mouvements écologiques partout dans le monde; elles font davantage réseau, s'organisent, portent espoir et gravité tout à la fois. Les manifestations pour le climat et particulièrement le mouvement de grève climatique en témoignent, comme dans d'autres registres les comportements alimentaires, les débats sur la place de la voiture, ou de l'avion. A travers la diversité des thèmes, des acteurs, ou des projets menés, chacun entrevoit la complexité de cette transformation. Mais aussi combien celle-ci dérange certains intérêts économiques dans des secteurs aussi différents que la finance, l'armement, la mode, l'agro-alimentaire ou les transports. Et combien elle remet en cause le fonctionnement classique des institutions, comme l'a montré l'opposition aux accords de commerce entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TAFTA), ou le Canada (CETA) au nom de l'environnement et de la qualité de vie. Ce sont l'ensemble des fonctions de régulation et d'organisation collective qui doivent évoluer, au même titre que les comportements individuels: les politiques publiques, la loi et sa mise en oeuvre, les modes de consommation, et plus généralement les valeurs, les priorités, ce qui compte.

---



---

La transformation écologique de la société pose des questions essentielles et classiques sur les liens entre Etat et société, les relations entre générations, l'ouverture au monde et la protection, les solidarités nécessaires, et les échelles pertinentes. Le Manifeste pour un réveil écologique porté par des milliers d'étudiants depuis l'automne 2018, associe ainsi clairement les enjeux de responsabilité individuelle et collective, en incitant les jeunes diplômés à choisir des employeurs portant des objectifs verts ambitieux, et milite pour que l'enseignement supérieur fasse place à de nouveaux savoirs. Quant au succès de la pétition l'Affaire du siècle, fondée sur le principe d'un procès à l'Etat français qui n'assumerait pas sa responsabilité écologique, signée par plus de deux millions de personnes, il témoigne certes de la frustration de la société face à l'attentisme de la sphère publique, mais peut aussi s'interpréter comme le désir d'un investissement de l'Etat sur des sujets où les échelles locale et européenne ont toujours compté davantage.

La société écologique qui vient pourrait trouver ses marques autour de nouvelles initiatives qui ont émergé ces derniers mois. Ainsi lorsque la nouvelle Commission européenne dirigée par Ursula Van der Leyen fait du Green New deal à l'échelle de l'Union son projet structurant, on peut parier sur un projet qui peut associer sociétés civiles et Etat, s'il inclut une dimension sociale. Ainsi si les jeunes diplômés suivant le Manifeste de leur réveil deviennent des salariés portés par une ambition verte tout au long de leur parcours professionnel on peut imaginer la diminution drastique du « greenwashing ». Ainsi si les savoirs tout au long de la vie font place à une culture générale de la cohabitation entre homme et nature (des sciences aux sciences humaines en passant par la redécouverte concrète de la biodiversité) la démocratie pourra trouver en l'écologie un puissant moteur.

Lucile  
Schmid

---

